

## L'Arabie saoudite se campe

La sensation d'insécurité régionale, aggravée par la signature de l'accord nucléaire avec l'Iran, a poussé le royaume à opter pour une politique étrangère plus assertive et militariste.

Ana Echagüe

L'Arabie saoudite a réagi catégoriquement à la situation régionale convulsée qui s'est imposée depuis les soulèvements arabes de 2011. La politique étrangère de Riyad, traditionnellement prudente et conciliatrice, est devenue beaucoup plus assertive et militariste. Dans un effort pour prendre la tête et défendre ses intérêts, le royaume a renforcé ses outils traditionnels de *soft power* – l'utilisation de certains médias, les injections financières et les qualifications religieuses – avec le recours à la force. L'incertitude et la polarisation dérivées des soulèvements ont approfondi le sentiment d'insécurité et de vulnérabilité que traînent les Saoudiens depuis l'invasion d'Irak en 2003 et elles ont conduit à ce tournant dans leur politique étrangère. La signature de l'accord nucléaire avec l'Iran, en juillet 2015, a aggravé ce sentiment d'insécurité puisque, du point de vue des Saoudiens, il reflète le consentement de l'Occident à l'hégémonie régionale iranienne.

### Confrontation avec l'Iran

Bien que la compétition entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour occuper une place dominante dans la région remonte à la révolution islamique de 1979, les changements dans l'équilibre de pouvoir suite à l'invasion d'Irak en 2003 et l'établissement résultant d'un gouvernement chiite appuyé par Téhéran ont accru la lutte entre les deux puissances régionales. Cette dernière décennie, l'absence d'influence saoudienne dans le Levant, surtout en Syrie et en Irak, ou à Gaza, contrastait avec les manœuvres de l'Iran en Irak, son alliance avec la Syrie et son appui au Hamas et au Hezbollah. Riyad a vu dans les soulèvements de 2011, une occasion de faire incliner la balance à son profit dans sa bataille contre l'Iran. Ses politiques vis-à-vis de l'Égypte, la Syrie et le Yémen illustrent cette tentative de faire face à l'influence iranienne.

L'Arabie saoudite considère l'Égypte comme un État essentiel pour contrebalancer l'influence iranienne en Syrie et en Irak. Ainsi, l'instabilité après les soulèvements et le supposé abandon par Barack Obama de son allié jusqu'alors, Hosni Moubarak, ont inquiété Riyad. Dans un

effort pour récupérer la stabilité et pour exercer une certaine influence, depuis 2011 Riyad appuie financièrement l'Égypte, d'abord le Conseil suprême des forces armées, ensuite, avec un peu plus de méfiance, le gouvernement de Mohammed Morsi et, finalement, celui d'Abdelfattah al Sissi. Après avoir supposément appuyé le coup d'État militaire contre Morsi en 2013, l'Arabie saoudite a annoncé, aux côtés des EAU et du Koweït, des aides pour un montant de 12 milliards de dollars (J.M. Dorsey, « The struggle for Egypt: Saudi Arabia's Regional Role », *RSIS Commentaries*, Singapour : RSIS, 16 juillet 2013). Bien que l'aide financière continue, les relations entre les deux pays ne sont pas aussi fluides depuis que Salman bin Abdalaziz al Saoud est monté sur le trône saoudien en janvier 2015. Les politiques vis-à-vis de la Syrie, ainsi que les positions sur les Frères musulmans, font objet de divergences. Quoiqu'il en soit, lors de la conférence d'investisseurs de mars 2015, Riyad a accordé d'investir quatre milliards de dollars, assurant ainsi la coopération de l'Égypte dans la coalition qui est intervenue ce mois-là au Yémen. En janvier 2016, Riyad s'est engagé à investir huit milliards de dollars en Égypte à travers des fonds publics et souverains. Ils ont aussi accordé de fournir 1,5 milliards de dollars pour le développement de la péninsule du Sinaï et ils ont offert 200 millions en aides aux PME. De plus, l'Égypte recevra 20 milliards en produits pétroliers sur une période de cinq ans avec des conditions de paiement très favorables (A.L. Wahba et A. Feteha, « Egypt Said to Get \$20 Billion of Oil Products From Saudi Arabia », *Bloomberg Business*, 24 janvier 2016).

L'Arabie saoudite interprète aussi le conflit en Syrie comme une bataille contre l'Iran pour l'influence dans le Levant, puisque Damas est un élément clé d'accès à l'Irak et au Liban (H. Hassan, « Syria: the view from the Gulf States », Londres : ECFR, 13 juin 2013). Riyad s'est montré spécialement critique vis-à-vis de la politique américaine en Syrie, car ils se sentent déçus par leur réticence au moment de lutter contre le régime de Bachar al Assad. Alors que le royaume a participé dans la coalition dirigée par les États-Unis contre le groupe État islamique (EI) avec des bombardements en Syrie et qu'il s'est présenté candidat pour fournir des forces spéciales

pour une offensive terrestre (toujours sous le leadership des Etats-Unis), il a continué à tout moment à exprimer sa volonté de faire face aussi au régime d'Al Assad et il est devenu la principale force extérieure d'appui aux rebelles. En 2012, il a commencé par fournir des armes à l'opposition malgré l'absence de consensus international et, après une période de friction initiale avec le Qatar et la Turquie au sujet de l'appui aux différents groupes rebelles, il a réussi à rapprocher leurs positions. De plus, Riyad a pris l'initiative de tenter de coordonner la participation des divers groupes rebelles dans les négociations qui devaient commencer début 2016, en organisant, en décembre 2015, une réunion pour concilier leurs positions et nommer un comité de négociation.

Au Yémen, après l'initiative échouée de transition du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Riyad a lancé en mars 2015 une campagne militaire contre les Houthis et leurs alliés. Malgré l'appui limité que l'Iran fournissait alors aux Houthis, les Saoudiens ont catalogué leur intervention comme un front de plus dans leur lutte contre l'influence régionale iranienne. Bien qu'ils espéraient une campagne brève et décisive, un an plus tard, la coalition dirigée par Riyad a réussi à prendre le contrôle d'Aden et d'une partie du Sud et de l'Est du pays, mais les Houthis se sont retranchés dans la capitale et dans le Nord et la victoire militaire qu'ils cherchent est difficilement réalisable.

Les Saoudiens se sont montrés plus circonspects en Irak et au Liban. Ils reprochent à l'Iran son influence de main de fer en Irak, mais malgré cela, ils ont salué le nouveau gouvernement d'Haïder al Abadi et ils ont rouvert début 2016 leur ambassade à Bagdad, après 25 ans d'absence. Au Liban, ils ont entrepris plusieurs tentatives afin de réconcilier des forces rivales, même lors des négociations avec l'Iran à la fin 2015. Cependant, après l'échec de ces négociations et supposément en raison de la réticence libanaise d'appuyer les résolutions saoudiennes contre l'Iran dans les forums internationaux, en février 2016, Riyad a annoncé l'annulation des quatre milliards de dollars en aides : trois milliards d'un paquet d'aide militaire annoncé en 2013 et un milliard d'aide dans la lutte contre l'EI accordée en 2014. (B. Daragahi, « Saudi Arabia gives Lebanon \$1bn in military aid to fend off Isis », *The Financial Times*, 6 août 2014).

En comparaison avec les efforts déployés pour contenir l'Iran, la lutte contre l'extrémisme jihadiste semble une priorité de second ordre. Malgré les divers attentats soufferts, l'Arabie a réduit sa participation dans les attaques aériennes contre l'EI en Syrie entre l'été 2015 et février 2016, tandis qu'elle se concentrait sur sa campagne au Yémen. Dans ce pays, le fait de se centrer exclusivement sur la lutte contre les Houthis a permis à Al Qaida dans la Péninsule arabique de consolider sa présence dans certaines régions du Sud et on a même accusé la coalition de lutter aux côtés de militants d'An-

### Dépense militaire (% du PIB)

	2010	2011	2012	2013	2014
Arabie saoudite	8,6	7,2	7,7	9,0	10,4
Bahreïn	3,3	3,6	3,9	4,1	4,2
EAU	5,7	5,2	4,8	5,5	5,1
Égypte	2,1	1,9	1,8	1,6	1,6
Irak	2,6	3,3	2,9	3,5	4,2
Iran	3,2	2,5	2,3	..	..
Israël	16,3	6,0	5,7	5,8	5,2
Jordanie	5,0	4,8	4,0	3,5	3,5
Koweït	3,6	3,4	3,2	3,1	..
Liban	4,2	4,1	4,1	4,0	4,5
Oman	8,3	9,6	15,9	14,8	11,6
Qatar	1,5	..	..	..	..
Syrie	4,1	..	..	..	..
Turquie	2,4	2,2	2,3	2,2	2,2
Yemen	4,6	5,1	4,9	4,4	4,1

Source : SIPRI

sar al Charia (groupe affilié à Al Qaida) dans la bataille contre les Houthis à Taïz.

### Leadership régional

En ce qui concerne sa stratégie régionale, l'Arabie saoudite a redoublé ses efforts pour se situer à la tête d'un front arabe sunnite. Le roi précédent, Abdallah bin Abdelaziz al Saoud, avait déjà tenté, sans grand succès, de créer un « axe sunnite » avec des États amis, en particulier la Jordanie et l'Égypte, pour contrebalancer ce qu'ils perçoivent comme un « arc sunnite » (M. Benli Altunisik, « Bitter Frenemies », *Foreign Affairs* 91(3), mai/juin 2012). Ses efforts afin de forger une plus grande unité au sein du CCG n'ont pas prospéré non plus, malgré l'appui prêté au Bahreïn et à Oman par les autres membres du Conseil pour faire face aux protestations dans leurs pays. Cependant, depuis que le roi Salman a accédé au pouvoir et placé son fils Mohammed bin Salman à la tête du ministère de la Défense (en plus de l'avoir nommé second dans la ligne de succession au pouvoir et président d'un nouveau conseil d'économie et développement), le militarisme s'est accentué et le royaume a développé son leadership régional. En mars 2015, Riyad a réussi à forger une coalition pour appuyer son intervention au Yémen incluant les pays du CCG (sauf Oman), la Jordanie, le Maroc, l'Égypte et le Soudan. En décembre 2015, le royaume a annoncé la formation d'une coalition militaire de 34 pays islamiques pour combattre le terrorisme (n'incluant ni l'Iran ni l'Irak) et en février 2016 il a lancé dans le nord-ouest du pays une grande manœuvre militaire avec 150.000 troupes de 20 pays. La manœuvre « Tonnerre du Nord » semble vouloir symboliser un front commun (sunnite) contre les menaces à la stabilité régionale (selon la presse saoudienne y ont participé : l'Arabie saoudite, le Koweït, le Bahreïn, le Qatar, les EAU, l'Oman, la Jordanie, le Pakistan, Djibouti, la Mauritanie, le Sénégal, le Sou-

dan, le Tchad, la Tunisie, le Maroc, les Comores, Maurice, la Malaisie, l'Égypte et les Maldives). Car l'une des graves conséquences de la compétition entre l'Arabie saoudite et l'Iran, et de l'intrusion dans les tiers pays, a été l'exaltation des tensions sectaires aussi bien au niveau interne que régional.

## Acteurs occidentaux

Le rôle américain dans la région est aussi un sujet de discussion entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Tandis que l'Iran voudrait mettre fin à la présence militaire des USA, l'Arabie saoudite requiert cet appui externe (F. Wehrey, « Ominous Divide: Shiite Iran v Sunni Gulf », Washington : Unites States Institute of Peace, 18 février 2014). Bien qu'il s'agisse de l'un des plus grands acheteurs d'armes du monde (en termes de dépenses par rapport au PIB), le royaume dépend de garanties externes de sécurité pour s'opposer à l'Iran. Ses achats d'armement sont une façon de consolider l'engagement des USA vis-à-vis de sa sécurité (C. Davidson, « The Arab Sunset », *Foreign Affairs* 92 (5), octobre 2013). Traditionnellement, les USA ont garanti la sécurité de l'Arabie saoudite et en échange Riyad a assuré des marchés énergétiques globaux stables. Mais la combinaison du « virage » des USA vers l'Asie, sa croissante production de gaz de schiste et la conséquente réduction de sa dépendance du pétrole du Golfe, la réticence de Washington à agir contre le régime d'Al Assad et l'accord avec l'Iran, ont fait sauter les sonnettes d'alarmes à Riyad. Les USA ont tenté d'apaiser leur allié avec les arguments selon lesquels l'accord se limite exclusivement au domaine nucléaire, que Washington partage l'inquiétude de Riyad au sujet des activités de l'Iran en Syrie, au Yémen, au Liban et en Irak et qu'ils sont prêts à lui vendre plus d'armes. Obama, lors de sa réunion avec le roi Salman en septembre 2015, a réaffirmé l'engagement des USA vis-à-vis de la sécurité du royaume et il a offert une plus grande coopération militaire, qui inclut une aide au développement d'un système de défense antimissiles intégré et la poursuite des ventes d'armement ("Joint Statement on the Meeting between President Barack Obama and King Salman bin Abd alAziz Al Saud", The White House, Office of the Press Secretary, 4 septembre 2016). Depuis septembre 2014, l'administration Obama a notifié devant le Congrès la vente d'armement à l'Arabie saoudite pour un montant total de 21 milliards de dollars et depuis 2010 on estime que la valeur totale des ventes est de 100 milliards (C. Blanchard, « Saudi Arabia: Background and U.S. Relations », Congressional Research Service, 5 février 2016).

L'Union européenne (UE) a montré une volonté et une capacité limitées à s'engager dans la région et depuis la signature de l'accord nucléaire, elle s'est consacrée à sa tentative de développer ses relations avec l'Iran. Même avant, l'UE avait déjà formé un Groupe de Travail sur l'Iran pour identifier de potentiels domaines de coopération et on étudie la possibilité d'ouvrir une délégation à Téhéran. Cette position contraste avec le débat, beaucoup plus né-

gatif, qui tourne autour des relations entre l'UE et ses pays membres avec l'Arabie saoudite. Riyad se trouve dans la ligne de mire en raison de ses actions au Yémen où on la dit responsable de bombardements indiscriminés sur des civils et de l'utilisation de bombe à sous-munitions et du fait de sa responsabilité dans la diffusion du wahhabisme. L'intervention au Yémen a fait l'objet d'une résolution du Parlement européen en 2015 et plusieurs pays remettent en question la vente d'armement au royaume.

## Avenir de la région

L'Arabie saoudite est en train de montrer un nouveau dynamisme et plus d'audace dans sa politique étrangère. Cependant, l'attitude défiante que montre la prochaine génération de régents ne porte pas ses fruits pour l'instant. Au Yémen, les Saoudiens se sont empêtrés dans une guerre coûteuse de difficile conclusion, avec une impasse sur le terrain et des négociations politiques qui ne démarrent pas. En Syrie, le régime d'Al Assad gagne du terrain grâce à l'intervention russe, ce qui va renforcer sa position au moment des négociations politiques, et les acteurs internationaux sont plus inquiets au sujet de la lutte contre l'EI que d'en finir avec Al Assad. De plus, la chute des prix du pétrole pose des défis économiques et fiscaux pour le royaume. Il sera difficile de maintenir deux fronts militaires ouverts et de continuer à appuyer financièrement de tiers pays, surtout alors qu'ils demandent à la population d'accepter des réductions de subventions et l'imposition pour la première fois de certains impôts. Ainsi donc, il est probable que l'Arabie saoudite se voit éventuellement obligée de modérer ses ambitions régionales, en tentant de ne pas perdre trop de crédibilité dans le processus.

Dans tous les cas, jusqu'à ce qu'une formule de détente entre l'Arabie saoudite et l'Iran soit trouvée, il est impossible que l'instabilité régionale ne cesse. La rupture des relations diplomatiques après l'attaque contre l'ambassade saoudienne à Téhéran, en protestation contre l'exécution du cheikh chiite Nimr Baqr al Nimr, constitue le dernier chapitre dans la lutte entre les deux rivaux, mais leurs relations n'ont pas toujours été aussi belliqueuses. À des époques de calme régional relatif, comme à la fin des années quatre-vingt-dix, les relations se sont améliorées (Wehrey, octobre 2013, op. cit.). Toute entente dépendra, en grande mesure, de la volonté politique des leaders et d'un tournant vers un cadre de sécurité basé sur la coopération au lieu de la confrontation. Le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, a déclaré à plusieurs occasions que l'Iran est prêt à « accorder des mesures de confiance mutuelle » avec tous ses voisins et que c'est pour cela qu'ils ont « proposé un forum de dialogue régional » (« L'Iran assure qu'il ne menace personne et que son programme de missiles est défensif », Agence Efe, 20 janvier 2016). Il est peut-être temps que Riyad le prenne au mot et démontre si la proposition est sincère ou s'il s'agit d'un simple bluff. ■